UNE PERSPECTIVE SUR LES RÉFUGIÉS JUIFS AU CANADA

IRA ROBINSON

Ira Robinson est professeur émérite d'études juives au département des religions et des cultures à l'Université Concordia. Sa dernière publication est *A Kabbalist in Montreal: The Life and Times of Rabbi Yudel Rosenberg*; son prochain ouvrage s'intitule *"A Link in the Great American Chain": Studies in the Evolution of the Orthodox Jewish Community in Cleveland, Ohio.*

Pour bien comprendre l'impact des réfugiés sur les communautés juives du Canada, il faut commencer par comprendre la signification de ce terme. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés définit les réfugiés comme « des personnes qui ont fui la guerre, la violence, les conflits ou les persécutions et qui ont traversé une frontière internationale pour trouver la sécurité dans un autre pays ». Nous commencerons donc par observer qu'actuellement une nette majorité de Canadiens juifs, bien qu'ils n'aient pas eux-mêmes immigré au Canada, sont les descendants d'immigrants qui ont été « chassés » de leur pays de naissance par une succession de discriminations religieuses, raciales et économiques dans leur pays d'origine, et qui espéraient obtenir l'égalité juridique et sociale, ainsi que des opportunités économiques, au Canada.

Ceci était particulièrement vrai pour les Juifs originaires de l'Empire russe d'avant 1917, confrontés à la discrimination légale, à la violence de l'État, et à bien plus encore. Ils étaient des « réfugiés », bien qu'ils ne soient pas décrits par ce terme au moment de leur arrivée au Canada. C'est cette vague d'immigrants juifs au tournant du XX^{e} siècle qui a insufflé à la communauté juive canadienne, sa saveur religieuse et culturelle ainsi que sa mémoire historique.

« C'est cette vague d'immigrants juifs au tournant du XX^{e} siècle qui a insufflé à la communauté juive canadienne, sa saveur religieuse et culturelle ainsi que sa mémoire historique. »

Les réfugiés, tels que nous les connaissons aujourd'hui, ne sont devenus un problème pour le Canada et le reste de la communauté internationale

qu'avec l'imposition de règlements sur les passeports et les visas pendant la Première Guerre mondiale, puis de restrictions à l'immigration dans la période d'après-guerre tant aux États-Unis qu'au Canada et ailleurs. Tous les réfugiés fuyant les ravages de la Première Guerre mondiale et ses suites chaotiques en Europe de l'Est et désireux de venir au Canada sont devenus un problème politique pour le gouvernement canadien à plusieurs égards. Les dirigeants politiques franco-canadiens craignaient une régression de leur pouvoir politique dans le Dominion par une immigration accrue, qui ne ferait que renforcer la domination démographique du Canada anglais.

Les travailleurs canadiens craignaient que les immigrants entrent en concurrence pour leurs emplois. Les réfugiés juifs souhaitant s'établir au Canada devaient affronter, en plus des facteurs précédents, des préjugés antisémites endémiques, tant au Canada français qu'au Canada anglais, qui présentaient les Juifs comme étant capables d'utiliser tous les moyens pour détruire les valeurs et les institutions en place (chrétiennes) du Canada, en invoquant, par exemple, leur proéminence présumée au sein du mouvement communiste.

Tous ces facteurs se sont conjugués pour rendre les autorités canadiennes de l'immigration indifférentes aux appels incessants des Juifs allemands cherchant à fuir l'oppression nazie afin de se réfugier au Canada dans les années 1930. Cette position gouvernementale a été résumée par le directeur de la Direction générale de l'immigration du Canada, Frederick Blair, qui, à la question de savoir combien de Juifs devraient être autorisés à immigrer, répondit : « Aucun c'est déjà trop » Cette politique a été strictement maintenue malgré un lobbying intensif de la part de la communauté juive canadienne, représentée par le Congrès juif canadien, et cela, dans un souci d'ouvrir les portes du Canada à des Juifs de plus en plus désespérés. Parmi eux, des centaines de passagers du navire allemand St. Louis, dont l'entrée au Canada a été refusée, un fait qui a amené le Premier ministre Justin Trudeau a présenté des excuses officielles au nom du Canada en 2018. L'Ironie du sort voudrait que, pendant la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre de réfugiés juifs allemands aient été incarcérés en Angleterre à titre d'ennemis étrangers et transférés vers des camps de prisonniers canadiens, à partir desquels un grand nombre d'entre eux ont finalement été libérés et ont pu s'établir par la suite au Canada.

Dans la période qui suit immédiatement la Seconde Guerre mondiale, l'immigration au Canada de réfugiés juifs survivants de l'Holocauste s'avère être presque aussi strictement réglementée que pendant la période d'avant-guerre. Les survivants juifs qui ne voulaient ou ne pouvaient être rapatriés dans leurs foyers d'avant-guerre, comme l'exigeaient initialement les directives des Alliés concernant les réfugiés, sont restés dans une situation de précarité en tant que « personnes déplacées » dans les zones alliées d'Allemagne et d'Autriche, car aucun pays n'était disposé à les accueillir en grand nombre. Ils sont ainsi restés dans les « limbes », une situation qui perdura jusqu'après 1948, une année qui, sans être un hasard, a marqué la création de l'État d'Israël, qui a octroyé à tous les Juifs le droit à l'immigration.

Ce n'est qu'à cette période que les États-Unis, le Canada et d'autres pays entreprennent de modifier leurs politiques d'immigration pour permettre

une migration en grand nombre pour les Juifs. Le Canada, qui hésitait encore à se déclarer ouvertement favorable à l'entrée de réfugiés juifs européens, a néanmoins commencé à recevoir un nombre important de Juifs dans le cadre de programmes tels que le « projet des tailleurs », qui a permis à plusieurs milliers d'immigrants juifs de gagner le Canada, manifestement pour occuper des postes vacants dans l'industrie canadienne du vêtement.

L'accueil d'environ 40 000 survivants de l'Holocauste par une communauté juive canadienne qui n'avait pas connu d'immigration juive significative depuis plus de deux décennies a suscité bien des attentes. Les survivants ont rapidement réalisé que les juifs qui n'avaient pas vécu cette expérience ne se souciaient guère de comprendre ce qu'ils avaient vécu. D'autre part, l'afflux de milliers de survivants de l'Holocauste au Canada dans la période d'après-guerre a forcément encouragé le développement des principales communautés juives canadiennes, en particulier celle de Montréal. Les survivants et les difficultés qu'ils ont rencontrées avaient également poussé les organismes de la communauté juive au Canada, particulièrement le Congrès juif canadien et la Jewish Immigrant Aid Society, à faire preuve d'une plus grande efficacité. Cela s'est avéré très utile pour la communauté lorsque de nouvelles vagues de réfugiés juifs ont cherché à immigrer au Canada. Les organisations de la communauté juive ont alors appris à coopérer avec le gouvernement canadien de manière extrêmement efficace pour faire face à des questions très sensibles concernant les réfugiés juifs et leurs situations complexes et vulnérables.

Les quelques milliers de réfugiés juifs arrivés au Canada suite à la répression soviétique de la révolution hongroise en 1956–1957 ont constitué le point de départ d'un changement de perspective du gouvernement canadien sur sa politique à l'égard des réfugiés. Le gouvernement a cessé de réglementer l'immigration par le biais de décrets, comme cela avait été le cas avant la Seconde Guerre mondiale. De nouvelles lois parlementaires, comme la loi sur l'immigration de 1976, témoignent de la nouvelle orientation du Canada en faveur d'une immigration à plus grande échelle et en provenance de pays non européens.

En plus des réfugiés juifs hongrois, la fin des années 1950 et les années 1960 ont été marquées par l'arrivée d'importantes cohortes d'immigrants juifs au Canada qui fuyant le monde arabe en raison de sa réaction violente suite à la création de l'État d'Israël. Cette réaction du monde arabe a ébranlé la sécurité et la confiance des communautés juives du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, et des Juifs ont commencé à arriver au Canada en provenance de pays comme l'Irak et le Maroc. Bien que ces Juifs ne soient pas entrés au Canada en tant que réfugiés au sens strict du terme, leur expérience est similaire à celle d'autres réfugiés de l'époque. En effet, de nombreux immigrants juifs originaires de pays arabes au Canada ont fini par se définir comme étant des réfugiés et le gouvernement canadien, sous la direction du Premier ministre Stephen Harper, leur a finalement accordé la reconnaissance du statut de réfugié en 2014. Les développements sociaux et politiques en Afrique du Sud ont également contribué à l'arrivée d'un nombre important de Juifs sud-africains au Canada. En 1982, les chercheurs Irving Abella et Harold Troper ont publié un livre influent sur le traitement réservé aux Juifs désireux d'immigrer au Canada dans les années

1930 et 1940, intitulé : *None Is Too Many : Canada and the Jews of Europe, 1933–1948*. Ce qui est frappant, c'est qu'il s'agit d'un ouvrage académique dont la portée s'est étendue bien au-delà du monde universitaire et a constitué un document non négligeable dans les discussions canadiennes sur les politiques relatives aux réfugiés, ainsi que dans la formulation même de la politique gouvernementale. La phrase « *none is too many* » (Aucun c'est déjà trop) est devenue le symbole d'une politique canadienne malavisée et, selon Abella, a constitué « un critère éthique à la lumière duquel les politiques gouvernementales contemporaines sont évaluées. »

Les Juifs de l'ancienne Union Soviétique commencèrent à arriver en grand nombre au Canada dans les années 1990. Leur venue au Canada a été une opération extrêmement compliquée, car l'Union Soviétique avait officiellement accepté le « rapatriement » de ces Juifs en Israël, et non dans d'autres pays. Israël, pour sa part, ne se réjouissait pas du fait qu'un nombre important d'émigrants juifs de l'ancienne Union Soviétique préféraient vivre ailleurs que dans l'État d'Israël.

Cette sensibilité israélienne est montée encore d'un cran par le fait que des centaines de Juifs de l'ex-Union Soviétique, qui avaient vécu en Israël pour une période donnée, mais qui n'étaient pas considérés comme « juifs » selon la loi israélienne, ont demandé le statut de réfugié au Canada en raison des persécutions subies en Israël en tant que « non-Juifs ». Les arguments qu'ils ont portés devant les tribunaux canadiens pour les réfugiés à apporter ses fruits dans un certain nombre de cas, notamment au Québec, et a fait l'objet d'un échange diplomatique entre Israël et le Canada, dans lequel Israël s'est opposé à sa désignation comme « pays source de réfugiés. »

« Il est donc évident que l'immigration de réfugiés juifs au Canada constitue une partie significative des multiples facettes de l'histoire juive canadienne. »

Il est donc évident que l'immigration de réfugiés juifs au Canada constitue une partie significative des multiples facettes de l'histoire juive canadienne. Cette immigration reflète également l'évolution de la politique canadienne en matière d'immigration et de réfugiés au cours du siècle dernier. Au final, il est important de souligner que l'arrivée de multiples vagues de réfugiés juifs au Canada a considérablement influencé la façon dont les communautés juives du Canada ont d'elles-mêmes et de leur monde.

Note : Cet article a été enrichi grâce à des conversations avec Rivka Augenfeld et Sean Remz. Cependant, toute erreur qui pourrait figurer dans cet article relève de ma responsabilité.